

TRAVAILLEURS SAISONNIERS c/ Préfet des Bouches-du-Rhône *Le Tribunal Administratif, après avoir transmis leur dossier à la HALDE, examine les requêtes de 23 d'entre eux.*

Audience : mercredi 19 mars 2008 à 14h30

Le 19 février 2007, 23 travailleurs saisonniers agricoles ont déposé un recours en référé devant le Tribunal administratif de Marseille afin de contester le refus du Préfet des Bouches-du-Rhône de renouveler leur autorisation de travail à l'issue de leur dernier contrat (voir communiqué du 18 février). 8 avocats ont en charge la défense de ces dossiers.

Depuis plus de 30 ans, la Préfecture des Bouches-du-Rhône et la Direction départementale du travail (DDTEFP) violent les règles d'introduction des travailleurs saisonniers. Ces administrations ont systématiquement autorisé les agriculteurs à recruter des étrangers sous contrat saisonnier pour des périodes de 8 mois par an. La réglementation limite pourtant à 6 mois ce type de contrat, sauf dérogation exceptionnelle et sous certaines conditions qui n'ont jamais été respectées. Par cette irrégularité, les agriculteurs ont pu bénéficier d'une main d'œuvre permanente déguisée, soumise et captive.

La loi « Sarkozy » du 24 juillet 2006 réformant le CESEDA (Code des étrangers) a abrogé toute possibilité de déroger à la limite de 6 mois. Cela n'a pas empêché la Préfecture et la DDEFP de continuer d'accorder aux employeurs l'autorisation d'employer leur main d'œuvre saisonnière 8 mois par an en 2006 et 2007. Ces administrations envisagent même en 2008 de permettre aux employeurs l'emploi de saisonniers étrangers par « *vagues successives* » pour assurer une production agricole maraîchère et fruitière qui n'a plus rien de saisonnière puisqu'elle s'étale sur les 12 mois de l'année.

Afin de donner un semblant de légalité au séjour de ces ouvriers agricoles, la Préfecture n'a pas hésité à inventer ces deux dernières années des titres de séjour non prévus par le Code des étrangers, pourtant exhaustif sur la question.

Les travailleurs « saisonniers », présents en France pour certains depuis plus de vingt cinq ans, défendent qu'ils sont des travailleurs à titre permanent. Ils dénoncent les pratiques de la Préfecture pour rupture de l'égalité de traitement en comparaison avec les travailleurs étrangers titulaires d'une carte de séjour « salarié » renouvelable qui garantit le droit de s'installer en France, d'évoluer professionnellement et de bénéficier de la totalité des droits sociaux ouverts par les cotisations salariales.

Faisant jouer une procédure exceptionnelle dans un dossier exceptionnel à bien des égards, le Tribunal administratif de Marseille a transmis les 23 dossiers à la HALDE afin de recueillir son avis avant l'audience du 19 mars., le CODETRAS, qui avait saisi la HALDE dès mars 2007, espère que celle-ci manifesterà plus de diligence pour prendre enfin position sur ce dossier.